

Métropole | Lormont : clôture des rencontres du Grand Débat National



Hier soir, salle Castelldefels, c'est une quinzaine de personnes qui a répondu à l'appel de la ville de Lormont pour participer à la dernière rencontre organisée dans le cadre du Grand Débat National. Cette soirée sur le thème « Démocratie et citoyenneté » et animée par le service Démocratie Participative de la municipalité, s'est déroulée en présence de Jean Touzeau, Maire de la commune, de Jean Bac, responsable du pôle participation des habitants et quotidienneté, de Sébastien Machefel, chargé de mission politique et de Yasmina Boultram, adjointe à la citoyenneté de la ville.

Ils étaient donc une quinzaine à participer hier soir à la dernière rencontre lormontaise organisée dans le cadre du [Grand Débat National](#). Une soirée sur le thème « Démocratie et citoyenneté » qui faisait suite à trois autres rendez-vous : la transition écologique le 26 février, la fiscalité le 28 février et l'organisation de l'État et des services publics le 4 mars dernier. Calmes et respectueux mais très motivés, les participants ont donc pu échanger durant près de deux heures pour un débat de qualité.

La démocratie, parlons-en... un vaste chantier

« La démocratie ? Un grand mot ! », « Plus on est pauvre, plus on est éloigné de l'oligarchie ». D'entrée de jeu, le ton est donné et montre la défiance de la population à l'égard des politiques. Leur recours ? Internet (« c'est par là qu'on communique »). Reste que le désamour est consommé, surtout vis à vis des hautes castes du pouvoir. Et l'envie, -à l'exemple de [Marc Bœuf](#) qui donnait régulièrement la parole à ses électeurs,- de demander aux élus de rendre compte de leur mandat tous les trois à six mois, pas très loin. Une occasion (que beaucoup n'ont pas oubliée) pour l' élu girondin, de maintenir le contact avec ses électeurs et qu'ils souhaiteraient remettre au goût du jour « pour rouvrir le dialogue et permettre aux personnes de se mobiliser, de s'intéresser à la vie publique ». Mais cela ne dépend-t-il que des élus ? De l'avis général, la question de fond demeure surtout le peu de participation des citoyens à la vie publique. Un problème dont la solution pourrait passer par une éducation dès l'enfance pour sensibiliser les jeunes. Reste que certains élus comme les députés, pourtant en lien avec le territoire, semblent inaccessibles : « On n'a pas accès à eux. Et c'est pire au niveau européen ». « Pour participer, il faudrait

redescendre au niveau local ; mettre en place une décentralisation qui ramènerait les prérogatives aux régions, départements, mairies ». Preuve que la verticalité du pouvoir ne fait plus recette. Certains, hardis, allant même jusqu'à proposer l'intégration au sein des mairies, de citoyens qui auraient un rôle décisionnaire -et non plus seulement consultatif-, au même titre que le Maire.

D'autres, plus optimistes, notent que « même si du point de vue du vote, la démocratie, c'est une catastrophe », il y a à [Lormont](#) près de 350 associations qui s'impliquent, « un activisme social ».

Également mis en cause : les médias et le manque d'information des citoyens quant aux enjeux des élections européennes.

Élections et participation à l'ère numérique : Une question difficile

Autre question épineuse : celle des élections, avec en tête de liste, un plébiscite pour la reconnaissance du vote blanc. Mais « que faire si son taux est supérieur à 50% des suffrages exprimés ? Annuler le tour ? »

Également abordé : le choix du vote dominical, jour où le citoyen a parfois du mal à sortir de chez lui pour accomplir son devoir. L'idée d'un vote en semaine avec prise de RTT « spéciales élections » ou une absence négociée durant les heures de travail mais avec un contrôle sous peine de ne pas être rémunéré est lancée. Comme quoi...

Ère numérique oblige, internet s'invite aussi dans le débat. Perte de lien avec les élus pour certains (« on dialogue avec un écran ») ou parcours du combattant pour d'autres (« beaucoup de gens -surtout âgés- ne participent plus car ils ne maîtrisent pas l'outil ou ne savent pas où aller sur la toile »), le web comporte quand même quelques avantages : « on pourrait voter de n'importe où et sans s'embêter avec la paperasse des demandes de procuration ».

Et quid du vote obligatoire (couplé avec la reconnaissance du vote blanc) ? Ou encore du tirage au sort de citoyens pour participer à certaines assemblées ? Pour Jean Touzeau, « nous sommes dans un contexte très compliqué. Je suis favorable à ce que tout le monde vote. Ce qui implique la reconnaissance du vote blanc mais aussi une sanction en cas de désistement. Et là, c'est une limite à la liberté individuelle, un de nos grands principes ».

Citoyenneté et démocratie participative en danger ?

« Côté démocratie participative, on a essayé d'innover dès 1995 avec les comités de quartiers pour avoir un contre-pouvoir, poursuit-il, mais ça n'a pas fonctionné. Aujourd'hui, avec les conseils de quartiers, ça va mieux ».

Rappelant aussi l'importance de la vie associative lormontaise, l'élu est aussitôt repris par une participante : « les associations vivent les mêmes difficultés en terme de démocratie qu'un État tel que la France. Il est difficile d'avoir trois personnes dans un bureau car les gens ne se sentent pas capables. Il y a un vrai problème d'accessibilité à ces compétences ».

« Lormont, c'est 24 000 habitants dont les deux tiers en zones prioritaires, 3000 demandeurs d'emplois et 50% de la ville aux minimas sociaux. Notre problème c'est l'emploi », poursuit le Maire de cette ville forte de 50% de logements sociaux qui mise sur la mixité sociale (« l'avenir à Lormont »), tente d'analyser au cas par cas, de faire du « cousu main ». Pour finalement se rendre à l'évidence : « une part importante du peuple français ne croit plus à l'action publique et une frange de la population s'en éloigne ». Un écueil que la municipalité a souhaité contrer par la mise en place des [Rencontres Citoyennes](#) depuis quatre ans. « Un moyen de rester à l'écoute et d'apprendre de l'autre avec les ateliers de co-construction, véritable démarche volontariste du citoyen » précise Yasmina Boultram.

La soirée touche à sa fin et les avis sont partagés. Entre ceux qui se disent atterrés par ce qu'ils ont vu lors d'une visite à l'Assemblée Nationale et les attitudes « dignes de mômes de CM2 » de certains députés et ceux qui rendent hommage au premier magistrat de la commune : « Touzeau, pour son salaire de maire, il bosse 24/24h et 7/7j. Personne ne le ferait pour sa boîte ». Le mot de la fin est pour évoquer le fameux [RIC](#), étrangement absent des débats de la soirée : « En Suisse, les décisions sont prises par canton. En 2018, ils ont connu huit référendums. Vous vous y voyez, vous ? »

Emmanuelle Diaz

Crédit Photo : Aqui.fr

Publié sur [aqui.fr](#) le 07/03/2019

[Url de cet article](#)